

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article741>



Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Yves Jégo ment effrontément.

- Dossier spécial LKP - Interviews -



Date de mise en ligne samedi 14 février 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

Elie Domota, vous êtes le leader du collectif syndical « contre l'exploitation outrancière LKP (Lynannaj Kont Pwofitasyon) ». Où en sont les négociations pour trouver une issue à la crise sociale en Guadeloupe ?

Elles sont au point mort. Nous avons un quasi-accord le dimanche 8 février, un texte écrit issu des négociations avec le gouvernement et son secrétaire d'Etat Yves Jégo, le patronat et le collectif LKP. Ce texte a même été lu publiquement en présence du préfet de Guadeloupe. L'Etat avait donné son accord garantissant le versement d'un revenu de solidarité active (RSA) pour les temps partiels, une augmentation de 200 euros pour les salaires inférieurs à 2.100 euros, et une augmentation de minimum 3% négociée avec le patronat pour les salaires entre 2.100 et 2.700 euros. En échange ce dernier voyait ses charges fiscales diminuer jusqu'à 1,6 %. Puis le ministre Yves Jégo a quitté précipitamment l'île et depuis plus rien.

Que pensez-vous de déclarations d'Yves Jégo : « Je n'ai jamais fait de promesses sur les salaires et je défie quiconque de trouver un écrit ou un enregistrement qui prouverait le contraire » ?

C'est faux. Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer Yves Jégo ment effrontément. Nous avons un document écrit [1] sur lequel s'est appuyé Nicolas Desforges, préfet de la région Guadeloupe. Il l'a lu devant des millions de téléspectateurs sur RFO.

Et que penser des propos du secrétaire d'Etat à l'industrie, Luc Chatel, qui a rendu hommage au « gros travail » accompli par son collègue de l'Outre-mer, rappelant qu'il avait permis un accord sur une plate-forme de 131 mesures ?

Là encore, ce n'est pas vrai. Il n'y a pas d'accord sur le prix du carburant, pas d'accord sur l'eau, pas d'accord sur le pain et pas d'accord sur les biens de première nécessité. Rien n'est acquis et nos revendications restent inchangées.

Que vous inspirent les mesures validées mardi 10 février par le premier ministre François Fillon pour les Antilles, la Réunion et la Guyane concernant l'anticipation à 2009 au lieu de 2010 du versement du Revenu de solidarité active, l'aide au logement ou à la restauration scolaire ?

Nous n'avons rien gagné. Ce ne sont que des discriminations qui ont été supprimées. Même Yves Jégo a admis que le rapport d'expert sur la filière pétrolière en cours d'élaboration, et dont le gouvernement a obtenu certains éléments, fournit les preuves de l'escroquerie dont les Guadeloupéens sont victimes. Aujourd'hui nous payons 1,07 euro le litre d'essence, mais après l'avoir payé 1,60 euro pendant des années, nous considérons que ce n'est rien de moins que le remboursement de ce que l'on nous a volé.

Yves Jégo a de nouveau rejoint Paris, vendredi 13 février, semble-t-il pour ne pas revenir. Etes-vous en contact avec les deux médiateurs du gouvernement qui étaient aujourd'hui en Guadeloupe ?

Il n'y avait rien de nouveau sous le soleil. Nous leur avons dit que nous avons déjà négocié avec le secrétaire d'Etat et le patronat un pré-accord et que nous attendons qu'ils le respectent.

Au début du mouvement, vous rappeliez que « [le spectre de mai 1967 est perceptible, quand l'Etat français a assassiné plus de 100 Guadeloupéens suite à une grève dans le bâtiment](#) pour, après, accorder 25 % d'augmentation de salaire contre 2,5 réclamés. Toujours le même scénario, ils demandaient aux travailleurs en grève d'être raisonnables, de reprendre le travail ».

Faut-il craindre ce genre de dérapage ?

Peut-être. Mais nous ne sommes pas en 1967. Nous ne nous laisserons pas tuer comme ça.

Que pensez-vous de l'appel à la grève le 5 mars dans l'île de la Réunion, à 13.000 kilomètres des Antilles, dans l'océan Indien, avec des revendications semblables sur la « vie chère » ?

C'est une très bonne chose pour notre lutte. Le président français veut absolument éviter un embrasement généralisé. Quand on voit les milliers de Français qui sont descendus dans les rues de France métropolitaine le 29 janvier dernier, on imagine très bien que cela puisse arriver. Le gouvernement a peur de la contagion mais si, quand il s'agit d'aider les travailleurs, les dirigeants se cachent, je suis certain qu'elle finira par gagner la France et même l'Europe.

Source : Mediapart, entretien réalisé par **Maguy DAY**

[1] téléchargeable au bas de cet article